

L'école et l'auto, un ménage où l'air est souvent vicié

LA RENTRÉE DES CLASSES

La rentrée scolaire est là. Décryptages, entretiens, reportage... « Le Soir » a mis en avant depuis plus d'une semaine des défis majeurs de l'enseignement en Belgique francophone.

- La Région bruxelloise veut accroître le nombre de rues scolaires préservées des voitures aux heures de pointe.
- La balle dans le camp des communes.

Ce n'est pas seulement la qualité pédagogique qui se trouve au centre de l'attention à l'occasion de la rentrée scolaire. De plus en plus, parents et enseignants s'interrogent et s'inquiètent de la qualité de l'air aux abords des écoles. Chaque matin et chaque soir, la noria d'automobiles venant rechercher les enfants dégrade profondément l'atmosphère et accroît leur insécurité. Alimentés par les mesures de pollution et survoltés par une étude de Greenpeace révélant, dans un panel de 222 écoles du pays, des concentrations très élevées de polluants, des groupes de parents se sont mobilisés pour demander que l'on interdise les automobiles dans les rues où se trouvent les établissements scolaires.

Rues scolaires

Le code de la route permet désormais de fermer temporairement une rue au trafic automobile afin de préserver l'air ambiant et de permettre aux enfants (et aux parents) d'atteindre l'école à pied en toute convivialité et sécurité. La Région bruxelloise a dégagé un million d'euros

pour financer la création d'une cinquantaine de « rues scolaires » sur son territoire. Cette somme annuelle permettra de financer le matériel (barrière) et le salaire de la ou des personnes chargées de contrôler l'accès à la rue.

« L'initiative doit venir des communes, indique la secrétaire d'Etat à la Sécurité routière, Bianca Debaets (CD&V). Ce sont elles qui connaissent le mieux les réalités locales ». Il n'y a actuellement que deux rues scolaires à Bruxelles. Mais pas mal d'intentions.

Si l'on n'est pas opposé au principe, des mandataires communaux veulent éviter que le problème de la congestion se reporte sur d'autres artères (*Le Soir* 03/09). « Il faut bien réfléchir pour ne pas déplacer le problème, confirme le ministre de la mobilité, Pascal Smet (S.P.A.). Et il faut regarder les mesures plus structurelles afin d'éviter que les parents viennent systématiquement en voiture. De ce point de vue, les mentalités sont vraiment en train de changer : moins de voiture, plus de vélo. Une école sur deux à Bruxelles s'est dotée d'un plan de déplacements scolaires. On va voir comment on peut être plus efficace encore, en mettant l'accent sur la qualité de l'air. Eventuellement, on sera plus contraignant. »

Pour Debaets en tout cas, « les rues scolaires devraient devenir la norme ». La mobilisation antipollution ne fait en tout cas que grandir, entraînant les politiques à sa suite. Considérant « les approximations » de l'enquête de Greenpeace qui ne mesurait que les concentrations pas l'exposition des enfants et des enseignants, la Région va affiner les mesures de pollution aux abords d'une cinquantaine d'écoles. « Les mesures dureront deux ans, indique la ministre de l'Environnement Céline Fremault (CDH). Pendant des mois doux et des mois froids, des enseignants volontaires seront équipés de capteur de "black carbon", un polluant marqueur du trafic automobile et du chauffage. » La campagne démarrera en janvier 2019 pour

une période de deux ans. Deux rapports intermédiaires seront rédigés respectivement en septembre 2019 et en juin 2020. Le rapport final est attendu en avril 2021.

Dernière mesure de sensibilisation, la Région va entamer une campagne pour rappeler aux conducteurs/parents, l'article 8.6 du code de la route : « Les conducteurs doivent veiller à ne pas laisser le moteur en marche au point mort sauf en cas de nécessité. » Une formulation peu claire mais qui est cependant résumée comme en Wallonie : « A l'arrêt, je coupe mon moteur. » Dans le sud du pays, le non-respect de cette disposition pourra bientôt entraîner une sanction pourra s'appliquer en cas de non-respect de cette mesure sous la forme d'une transaction immédiate de 150 euros. ■

MICHEL DE MUELENAERE

WALLONIE

Préserver l'air intérieur

La Wallonie se préoccupe également de la qualité de l'air intérieur dans les écoles. Tous les établissements du sud du pays recevront un guide de bonnes pratiques permettant de maintenir un air sain. Il prévoit notamment une bonne aération des classes (15 minutes 2 à 3 fois par jour ou 5 minutes après chaque leçon, quelle que soit la saison) en dehors des périodes où la circulation est dense. On y recommande également de maintenir la température de la classe entre 18° et 22°C et une humidité relative entre 40 et 60 %. Dans les prochaines semaines, les écoles de Wallonie pourront aussi demander de bénéficier gratuitement de capteurs de mesure de la qualité de l'air. Un budget de 200.000 euros est consacré à l'opération. Enfin, d'ici la fin de l'année, les communes qui le souhaitent pourront instaurer des zones de basses émissions. Dans ce cadre, des rues scolaires pourront être créées, dit-on...

8H00

« Je n'ai jamais vraiment décroché... »

Alors que parents, enfants et instituteurs se mêlent dans la cour de l'Ecole Saint-André de Liège, Julie Joie

gare sa voiture et passe le porche. Cheveux courts, lunettes bleues et baskets aux pieds, elle est comme un poisson dans l'eau dans le joyeux brouhaha de la rentrée scolaire. « Il faut dire la vérité : ici, c'est un peu sa maison... », glisse Dominique

Laurent, le directeur de cette école en « discrimination positive » où se côtoient plus de 400 enfants issus de 33 nationalités différentes. « Je suis à la retraite, mais je reste prof, dit-elle. Lorsque j'ai pris ma DPPR (disponibilité pour convenances person-

nelles précédant la pension de retraite, NDLR.) à 58 ans, je ne voulais pas rester sans rien faire... C'est moi qui ai proposé d'être bénévole ici. Je voulais m'investir dans quelque chose de bien. Je fais ça pour le plaisir... J'adore les enfants : institutrice, c'est ma vocation. »

8H30

La cinquième B

Alors que le directeur sonne la cloche à la main - tradition de rentrée - les enfants font les dernières embrassades aux parents. La répartition des

classes s'organise. Pendant ce temps, le programme de Madame Joie est finalisé : la pensionnée viendra tous les lundis renforcer les classes des professeurs qui le désirent. Aujourd'hui, elle rejoint la classe de Cécile Cuvelier, professeure titulaire de la cinquième B. L'ap-

pel fait, les deux institutrices montent côte à côte les escaliers vers la salle de classe. La vingtaine d'enfants s'installe, Julie Joie avec eux. « C'est la rentrée, alors on fait les présentations !, lance la titulaire. Madame Joie, maintenant pensionnée, va nous accompagner tous les lundis bénévolement. Elle... » « Ca veut

dire quoi "pensionnée" ? », interrompt Bryan. « C'est quoi "bénévolant" ? », demande Amira. Les deux institutrices sourient. Explications. « Comme j'ai travaillé toute ma vie, j'ai le droit à une pension... Mais j'aime trop l'école ! Alors, je reviens donner un coup de main. »

10H00

« À deux, c'est plus facile »

Une dynamique s'installe alors que les enfants inscrivent leurs noms dans le journal de classe. Répartition des rôles : Madame Cuvelier explique au tableau pendant que Madame Joie passe dans les rangs. La classe est divisée en deux groupes de dix pour un exercice de mise en situation de conversation téléphonique. « À deux, c'est plus facile, glisse la titulaire. *Mieux vaut deux paires d'yeux qu'une seule... Cela permet d'être plus attentives aux élèves, un par un.* » Madame Joie prend son téléphone et simule une conversation. Dans l'autre groupe, on fait un exercice écrit. Puis les institutrices alternent.

12H00

Premières impressions

Rendez-vous en salle des profs pour ce midi de la rentrée. L'occasion d'une première pause entre pairs... Car la bénévoles est bien considérée comme telle. « *Je m'incruste !* », glisse-t-elle en s'asseyant entre une ancienne collègue et de jeunes stagiaires. La discussion s'installe : premières impressions de classes, premières anecdotes. Le brouhaha de la cour de récré finit bientôt par gagner la salle des professeurs...

15H00

La fin de la rentrée

Pour la dernière heure, c'est en troisième que l'institutrice bénévole se rend. Elle y vient plus particulièrement en aide à un enfant qui maîtrise mal le français. Nouvelle présentation de la part d'une autre collègue. Les enfants sont curieux : qui est cette prof' pas comme les autres ? Au sein du groupe qui poursuit son exercice, sa présence dynamise la classe. La sonnerie retentit et avec elle, la fin de cette rentrée. Les trousseaux sont rangées, les enfants mettent leurs sacs sur le dos. Les institutrices rangent les derniers pans de cette rentrée, en discutant. « *C'était bien, hein ?* », glisse la bénévole. « *Bonne rentrée* », sourit la titulaire. Les enfants retrouvent leurs parents et Julie Joie, sa vie de pensionnée... Jusqu'à la semaine prochaine.

pacte Françoise Bertieaux : « Nous allons durcir le ton »

ENTRETIEN

Contente. Une fois n'est pas coutume, Françoise Bertieaux, chef de groupe MR au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, se dit « contente » de la sortie de Marie-Martine Schyns autour de la pénurie des professeurs. Pour mémoire, samedi dans *Le Soir*, la ministre de l'Éducation proposait un plan en 10 points pour tenter d'endiguer ce phénomène qui empoisonne la vie de nombreuses familles et directions d'écoles. « *Je suis contente parce que, pour une fois, on prend en compte les vrais problèmes qui se cachent derrière le pacte* ». Un satisfecit qui n'en appelle pas nécessairement d'autres. Pour la patronne de l'opposition libérale, la liste des récriminations reste longue. À commencer par le manque de places pour les élèves qui entrent en secondaire (lire aussi ci-contre).

Il reste quelques centaines d'élèves sans école mais des milliers de places disponibles, est-ce normal ?

En quelque sorte oui... puisqu'une place d'école n'est, par essence, pas « portable ». On ne peut pas la transporter de Bastogne, par exemple, à Bruxelles. Il faut dire les choses comme elles sont : nous sommes face à une législation perdue pour solutionner ce problème. Il y a bien un plan de création de places mais on manque surtout de projets structurants – de véritables nouvelles écoles secondaires – dans des points bien précis du territoire, dans le nord de Bruxelles par exemple. Cette année par exemple, il n'y a pas d'ouverture de nouvel établissement alors que le problème est

plus criant que jamais. Alors, surtout, que le phénomène est prévu depuis des années. Dans ce dossier, la ministre attend que les réseaux lui soumettent des projets mais elle n'en fait pas une gestion proactive, il n'y a pas de pilotage dans la gestion de la pénurie de places.

Revenons à la pénurie de professeurs, sur ce point vous êtes plutôt positive...

Je vais être positive quelques instants : il y a de bonnes choses dans ce plan, comme la rémunération d'heures supplémentaires prestées sur base volontaire. Par contre, ce qui est dramatique, c'est que la pénurie est installée mais à ce stade ces propositions ne sont que des idées qui ne seront pas concrétisées avant de longs mois, voire des années. Et je doute fort que les aménagements de fin de carrière ou de mi-temps médicaux ramènent plus de profs devant les classes. L'effet pourrait même être inverse. Par ailleurs, j'attends beaucoup d'un assouplissement du décret « titres et fonctions »... On a perdu des centaines d'emplois disponibles à cause de ce texte trop rigide, c'est dès à présent qu'il aurait dû être assoupli mais on devra encore attendre... De plus, le retard pris dans un renforcement de la formation initiale des enseignants est criminel, ça fait 10 ans qu'on en parle, qu'on attend qu'elle vienne restaurer le crédit au secteur.

La majorité attend beaucoup du MR

pour faire avancer le pacte, particulièrement la question de la scission entre les rôles de pouvoir organisateur et de pouvoir régulateur de la Communauté française. Êtes-vous prêts ?

Je vais être claire : j'ai dit que le MR était d'accord avec 85 % du pacte mais que nous restons toujours contre un allongement du tronc commun. Pourtant, aujourd'hui, la manière dont le gouvernement fait évoluer le pacte m'insupporte. Il nous ramène des vieilles méthodes socialistes : chaque fois qu'on réforme il faut engager... Les plans de pilotage et leur contrôle supposent le recrutement de près de 400 personnes ! Où va-t-on ? Sur le fond, on sent qu'il cherche un pilotage par les résultats à tout prix – quitte à inonder les directions de tâches administratives supplémentaires –, alors que ce dont les écoles ont besoin, c'est avant tout d'un accompagnement pédagogique. Qui plus est, les réformes seront impayables, on va droit dans le mur au niveau financier. Le gouvernement avance comme un train fou dans le brouillard. Pour tout financer il faudra 20 % de ressources en plus, c'est juste impossible. Aujourd'hui, je le dis, nous allons durcir le ton !

Et ne pas voter la scission souhaitée pour l'enseignement officiel ?

Je ne dis pas cela, nous pourrions scinder les dossiers. La scission est au programme du MR depuis des années, donc nous sommes partants, à trois conditions : qu'elle garantisse une vraie autonomie des établissements, qu'on ne crée pas un mastodonte administratif et qu'on en profite pour gérer de la même manière l'enseignement supérieur. ■

Propos recueillis par
ERIC BURGRAFF

le plan Les projets de Défi

Résoudre la pénurie de professeurs dans les écoles ? La ministre Schyns a livré son plan au *Soir* (lire notre édition de samedi). De son côté, Défi a déposé juste avant l'été une proposition de résolution (qu'on peut interpréter comme une demande pressante à la majorité en place de s'emparer d'un problème) listant, elle aussi, des solutions. « *Je ne dis pas que la ministre s'est inspirée de notre travail mais je constate qu'il y a des concordances entre nos projets respectifs* », explique Joëlle Maison, députée Défi. « *Les parents s'inquiètent à juste titre face à l'inertie du monde politique. L'émoi est palpable, aussi parmi les acteurs du monde enseignant. Tant les directions que les équipes éducatives restantes sont sur-sollicitées pour gérer cette pénurie tout en voyant leur métier perdre cruellement de son prestige dans l'opinion publique* ». Défi liste alors ses solutions à l'intention du gouvernement. À commencer par une campagne de communication massive

pour valoriser la profession. « *Les réformes actuelles sont tellement associées à du négatif qu'il est indispensable de redorer l'image du secteur* », dit Joëlle Maison. Quitte à proposer une formation à horaire décalé pour ceux qui voudraient se réorienter.

Et pour le court terme ? Pour le parti amarante, la solution passe par un véritable assouplissement du décret « titres et fonctions », par une valorisation des heures supplémentaires dans les filières en pénurie, par une réversibilité des DPPR et des retraites. « *Il faut permettre aux enseignants qui le souhaitent de revenir à l'école. Et surtout éviter de leur mettre des bâtons dans les roues* ».

Puis, Joëlle Maison propose : « *Il y a énormément d'enseignants parmi les réfugiés, moyennant une remise à niveau sur notre fonctionnement et nos exigences, ils pourraient venir renforcer des équipes* ». ■

E.B.

ÉLÈVE SANS ÉCOLE

« Je veux le meilleur pour ma fille »

Yasmine a effectué toutes ses primaires au collège Saint-Pierre de Jette. Naturellement, Yasmine et ses parents ont voulu poursuivre le parcours scolaire dans le même établissement en secondaire. Ils ont alors rempli le formulaire auprès de la Commission inter-réseaux des inscriptions (Ciri) au mois de mars en listant deux écoles : le collège Saint-Pierre et le Sacré-Cœur de Jette. Mais, mauvaise surprise, la réponse est négative. Yasmine n'est, à ce moment-là, que 323^e sur la liste d'attente de son premier choix. Hafida, la maman de Yasmine : « *Déjà en primaire, on avait eu des problèmes pour la placer dans cette école. On a même revendu notre appartement pour se rapprocher. Ses années de primaire se sont très bien passées. On est très content de cette école, les professeurs sont très compréhensifs et la*

pédagogie est très bonne. »

Des problèmes de santé.

Hafida a tenté un recours auprès de la Ciri en précisant que de graves problèmes de dos ne lui permettent pas d'aller à l'autre bout de Bruxelles pour déposer sa fille à l'école. Certificats médicaux à l'appui. Mais rien n'y fait. Yasmine vit assez mal la situation : « *J'adore cette école et ça me rend triste de savoir que mes amies seront déjà en classe alors que moi, je dois attendre.* » Pourquoi ne pas inscrire Yasmine dans une école avec des places libres ? « *Si toutes les écoles avaient le même niveau, on l'inscrirait dans une autre, plaide sa mère. Je suis allé voir le directeur du CIRI, et je lui ai demandé s'il mettrait ses enfants dans ces écoles. Je veux le meilleur pour mon enfant pour qu'elle ait le meilleur bagage pour l'avenir.* » Aujourd'hui, la situation a un peu évolué. Yasmine est à la 36^e place sur la liste d'attente.

CORENTIN LAURENT (ST.)